

## « Une monnaie coupée du politique est-elle possible ? Réflexions sur l'Euro. »

Extrait d'entretien d'André Orléan réalisé par M. Cuillerai pour la revue *Anthropolis*, n°2, 2003, 94-111, 15/11/2002

(...)

**Marie Cuillerai : Mais cette monnaie autoréférentielle, où la voyez-vous ? Dans l'Euro ?**

**André Orléan :** Très précisément dans l'Euro. La construction monétaire européenne possède beaucoup des traits caractéristiques de ce que j'appelle la monnaie autoréférentielle.

Premier point : la dépolitisation. Elle prend la forme de l'indépendance de la Banque Centrale Européenne (BCE). Celle-ci est pensée comme une institution autonome, coupée du politique : non seulement ne devant pas monétiser la dette publique, mais également sourde aux recommandations des gouvernements. D'ailleurs, ceux-ci ne doivent pas chercher à influencer la BCE (5).

Second point : la monnaie fonctionnelle. Elle prend la forme d'un objectif monétaire affiché, strictement restreint (ou presque) (6) à la lutte contre l'inflation. C'est là une conséquence du traité de Maastricht. Qui plus est, la BCE a interprété restrictivement cette clause déjà restrictive du traité en se donnant un objectif très réduit d'inflation : entre 0% et 2%.

Cette construction monétaire qui se donne comme objectif premier l'inflation, lui subordonnant le plein emploi, illustre bien l'idée d'autoréférentialité : **la monnaie européenne n'a pour seule finalité que d'être une bonne monnaie, i.e. une monnaie non-inflationniste**. Certes, on justifie cet objectif en faisant valoir que c'est là la condition du bonheur de tous, mais cela ne change rien à la pratique réelle de la BCE : en toutes choses, l'orthodoxie de la rigueur. D'où, par exemple, ses interventions réitérées pour que les salaires ne soient pas trop augmentés.

On peut noter que cette forme institutionnelle (indépendance de la banque centrale et primauté de la lutte contre l'inflation) s'est largement diffusée au cours des vingt dernières années. C'est là un mouvement qui va de pair avec la globalisation financière. Cependant, la BCE a été plus loin que les autres dans cette voie, pour la raison de fond qu'elle ne trouve pas face à elle une autorité politique centralisée de même échelle territoriale, mais l'Eurogroupe qui réunit des volontés gouvernementales éparpillées. Dans les autres pays, le statut d'indépendance demeure sous le contrôle d'une souveraineté reconnue qui subordonne le pouvoir monétaire à son autorité. Rappelons à cet égard que même la Bundesbank ne l'emportait pas systématiquement sur le pouvoir gouvernemental comme l'ont montré les conditions de négociation de l'entrée de l'Allemagne dans le SME ou le choix de la parité entre mark de l'est et mark de l'ouest au moment de la réunification. L'indépendance monétaire n'y était que partielle parce qu'elle était encadrée dans une conception politique globale, ce qu'on a appelé « l'économie sociale de marché », cadre idéologique et institutionnel donnant sens à cette indépendance en la subordonnant à des objectifs globaux, légitimés politiquement. (...)

**Marie Cuillerai : Cependant, cet euro autoréférentiel, sans souveraineté, peut-il perdurer ?**

**André Orléan :** *Je ne le crois pas pour des raisons de fond. Je ne crois pas que la monnaie autoréférentielle décrive une forme stable de société. Selon mon analyse, il n'est de monnaie qu'adosée à une véritable souveraineté, ce qui n'est pas le cas actuellement de l'Euro. La conception fonctionnelle du lien social que met en œuvre l'actuelle construction monétaire européenne me paraît des plus fragiles.*

Pour comprendre comment cette proposition théorique trouve à s'appliquer dans le contexte européen actuel, il n'est que de penser à ce qui se passerait si, l'Allemagne continuant à voir son chômage croître, Wim Duisenberg, l'actuel président de la BCE, décidait néanmoins d'augmenter les taux d'intérêt. De quelle légitimité peut-il se prévaloir pour agir ainsi ? Certes, il expliquerait aux salariés allemands qu'ils ont besoin d'une bonne monnaie s'ils veulent prospérer, mais pourquoi ceux-ci lui feraient confiance ? Dans le cadre de « l'économie sociale de marché », forts des institutions de la cogestion, les salariés n'avaient pas à craindre que la rigueur anti-inflationniste serve à masquer une rigueur purement salariale. Aussi, adhéraient-ils à l'objectif de stabilité des prix. Mais, dans le nouveau cadre européen, en quoi peuvent-ils penser que ces mesures très pénalisantes à court terme expriment véritablement leurs intérêts de moyen terme ? Quelle confiance peut-il avoir dans les institutions européennes ? Voilà la question. Aussi est-on nécessairement conduit à un conflit entre les règles formelles de la BCE et les réalités politiques et sociales de l'Eurolande, faute d'une véritable construction politique de la monnaie, c'est-à-dire faute d'un projet européen légitime, faisant consensus.

Le détonateur ne sera pas nécessairement l'Allemagne, mais, comme l'ont montré récemment les discussions autour du pacte de stabilité et de croissance, les tensions entre intérêts nationaux, d'une part, et contraintes européennes, d'autre part, sont bien réelles alors même que la nature des compromis à nouer n'apparaît pas clairement, pour dire le moins.

**Ces normes formelles et bureaucratiques ne peuvent manquer de montrer leur vanité lorsque les difficultés réelles surviennent, parce qu'elles n'ont pas reçu une véritable onction démocratique et que l'opinion publique ne s'y retrouve pas.**

**Marie Cuillerai : Mais, faute d'État européen, pouvait-il en être autrement ?**

**André Orléan :** Vous avez parfaitement raison. **La construction de l'Euro doit être analysée dans cette perspective : créer une monnaie sans souveraineté. La monnaie autoréférentielle correspond très exactement à cet objectif.** Ne pouvant s'adoser à une souveraineté reconnue, il a fallu faire avec. La réduction de la « politique » monétaire de l'Euro à « moins de 2% » d'inflation trouve là une de ses sources 7. En effet, l'idée d'un pouvoir monétaire indépendant constituant déjà en soi une violation des règles de la démocratie, il était inconcevable, qui plus est, de le laisser libre du choix de ses objectifs ! Voilà qui eût constitué une transgression trop violente. Aussi, était-il nécessaire de faire en sorte que ce pouvoir monétaire fût étroitement limité dans la détermination de ses buts. Cette analyse est exacte. Elle explique pourquoi on en est arrivé là. Mais elle ne change rien à mon diagnostic : **cette dénégation du politique n'est pas viable à moyen terme et la crise à venir dont**

**je fais l'hypothèse s'interprète précisément comme un retour du refoulé politique.** Il est même possible que certains des concepteurs de l'Euro en aient été parfaitement conscients et aient vu dans ce déséquilibre une manière d'avancer dans la construction politique de l'Europe, en rendant celle-ci indispensable. Il en a été quelquefois ainsi dans le passé de l'Union : avancer les réformes qui pouvaient être faites, même incomplètes, pour rendre nécessaires de nouvelles réformes qui, à l'origine, seraient apparues comme beaucoup trop audacieuses. **Notons que c'est là un pari risqué, car la crise peut conduire à plus d'Europe politique comme elle peut également être le moment d'un retour en arrière vers moins d'Europe politique.**

Sans même parler de cette crise politique hypothétique qui me semble contenue en germe dans la construction monétaire européenne actuelle, il est à noter combien l'idée d'une règle monétaire étroite est inadaptée aux réalités économiques. **Quelles sont ces réalités ? Le fait que les difficultés économiques prennent des formes multiples qui ne se résument pas à la seule inflation.** En effet, ces difficultés peuvent surgir de tous les côtés de l'horizon économique et social : du change, des banques, des marchés financiers, de l'emploi, des déficits budgétaires ou même du politique. Dans tous les cas, il importe à l'autorité monétaire de fournir une réponse adéquate. D'ailleurs, c'est exactement ce qu'a connu la BCE. Elle a du faire face aux problèmes inattendus qu'a posés la dépréciation de l'Euro, surtout à l'automne 2000, puis les attentats du 11 septembre 2001. Voilà des situations pour lesquelles l'objectif des 2% d'inflation n'est guère pertinent. Dans toutes ces situations, l'observation historique montre sans conteste que la BCE a été conduite à agir de son propre chef, hors l'objectif affiché des 2%, invalidant ainsi l'idée selon laquelle une règle formelle peut tenir lieu de politique monétaire. **La BCE a agi dans la plus totale opacité.** Par exemple, on ne sait toujours pas aujourd'hui quelle est la doctrine de la BCE en matière de taux de change.

(...) On peut faire valoir, face à ce raisonnement, que, dans la pratique, tout cela n'a guère eu d'importance puisque in fine la BCE, telle qu'elle est actuellement, avec toutes ses limitations, a pu conduire la politique qu'il convenait, d'une part, en ne se focalisant pas sur l'inflation car sachant prendre en compte la situation de l'emploi ; d'autre part, en répondant de manière adéquate aux chocs imprévus qu'elle a connus. C'est pour cela même que les observateurs louent ce qu'ils appellent son pragmatisme.

(...) Plus profondément, **il faut souligner que si cela a pu se passer jusqu'à maintenant sans trop de douleur, cela tient au fait que les mesures prises n'ont pas rencontré d'opposition politique pour en contester la légitimité. Rien n'assure qu'il en sera toujours ainsi.** On se retrouvera alors dans la situation précédemment analysée d'une BCE en devoir de prouver sa légitimité face aux opinions publiques et aux appareils politiques. Elle ne pourra plus faire comme si la politique n'existait pas...